

Publications économiques et financières



Conjoncture financière

N° 364 / avril 2022

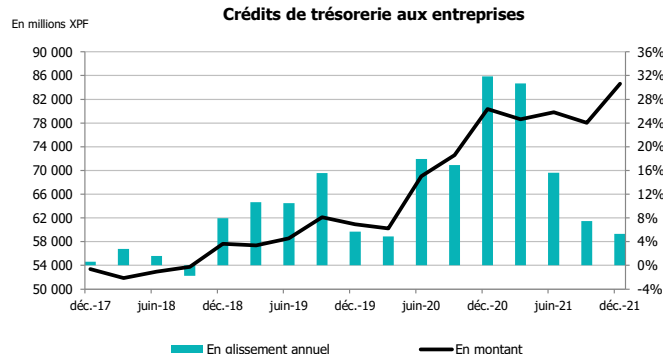
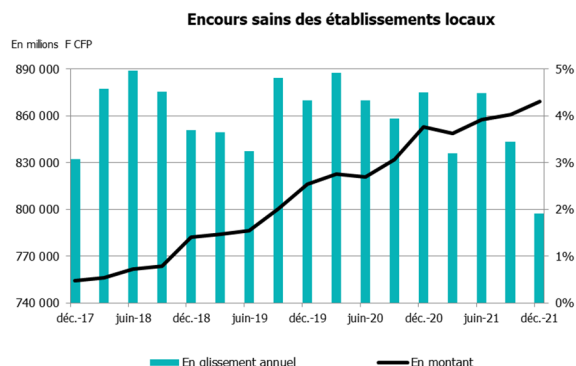
ÉVOLUTIONS BANCAIRES ET MONÉTAIRES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

AU 31 DÉCEMBRE 2021

L'activité bancaire s'infléchit après des hausses pour partie exceptionnelles en 2020

À fin décembre 2021, l'activité bancaire du territoire ralentit dans un contexte économique et politique morose, marqué par le 3^e confinement strict de la population et par la tenue du 3^e référendum d'autodétermination. Si l'activité de crédit enregistre un léger rebond sur le dernier trimestre, elle est toutefois moins dynamique qu'à la même période un an auparavant qui était particulièrement soutenue. Cette situation s'explique principalement par un moindre recours des entreprises au PGE en 2021 qu'en 2020, tandis qu'un certain nombre de projets d'investissement ont été gelés dans l'attente d'une meilleure visibilité sur le plan politique, institutionnel, et budgétaire. L'encours total des actifs financiers des calédoniens voit sa progression ralentir également, tout en conservant un rythme relativement soutenu dans un contexte de fermeture des frontières et d'une prolongation des mesures de soutien (chômage partiel, report de cotisations, report d'échéances, PGE¹, Fonds de solidarité).

La croissance des encours de crédits locaux se tasse



La croissance de l'encours brut des **établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE)** à fin décembre 2021 ralentit par rapport à 2020 (+2,6 %, soit +22 Md XPF, après +4,6 % fin 2020), principalement en raison du ralentissement de la croissance des crédits de trésorerie des entreprises (+4,3 Md XPF, après +19,4 Md XPF). La sollicitation des PGE² a été moins forte en 2021 (+9,1 Md XPF sur l'année, après 22,3 Md en 2020), en dépit d'un rebond au 4^e trimestre (+5,3 Md XPF en variation trimestrielle) en lien avec le 3^e confinement. L'octroi total des PGE s'établit donc à 31 Md XPF à fin 2021, soit 3,1 % du PIB, représentant 6,1 % du total des crédits aux SNF pour 1 700 bénéficiaires. En parallèle, la variation de l'encours de crédits d'investissement continue de s'essouffler au 4^e trimestre 2021 (+2,4 Md XPF, après +7,1 Md XPF un an auparavant).

La progression de l'encours des crédits aux ménages suit également une tendance au ralentissement (+10,9 Md XPF, après +13,2 Md XPF à fin 2020) en raison du recul de l'encours des crédits à la consommation (-0,9 Md XPF), tandis que les crédits à

¹ Prêt consenti par les banques aux entreprises de toutes tailles, quelle que soit leur forme juridique (hors sociétés civiles immobilières, établissements de crédit et sociétés de financement) dont le montant ne peut excéder trois mois de chiffre d'affaires, ou deux ans de masse salariale pour les entreprises nouvelles ou innovantes. Destiné à soutenir la trésorerie des entreprises, il bénéficie d'une garantie de l'État à hauteur de 90 %, 70 % ou 80 % si l'entreprise emploie plus de 5 000 salariés ou réalise un chiffre d'affaires supérieur à 1,5 milliard d'euros soit 179 milliards XPF. Ce dispositif exceptionnel était ouvert jusqu'au 30 juin 2021 à toutes les entités juridiques exerçant une activité économique. Il a été reconduit depuis jusqu'au 31 décembre 2021. Le montant du prêt garanti par l'État (PGE) peut atteindre jusqu'à 3 mois de chiffre d'affaires 2019 ou 2 années de masse salariale pour les entreprises innovantes ou celles créées depuis le 1er janvier 2019.

² Le différé de remboursement initialement prévu pour la 1^{ère} année a été prolongé d'une année supplémentaire sur demande. 2 à 4 mois avant la date anniversaire du PGE, le chef d'entreprise peut décider de rembourser immédiatement son prêt, de l'amortir sur 1 à 5 ans supplémentaires, ou de combiner les deux.

l'habitat résident (+12,3 Md XPF, après +11,5 Md XPF un an auparavant). Ces derniers sont stimulés par le marché de l'ancien et des primo-accédants à revenus modestes, alors que la clientèle bénéficie toujours de conditions de crédits très favorables³.

Au 31 décembre 2021, la croissance de l'encours des créances douteuses brutes s'accélère (+20,8 %, après +8,0 % à fin juin 2021) soulignant une plus grande fragilité financière des ménages et des entreprises. À 4,15 % (après 3,53 % un an plus tôt), le **taux de créances douteuses** demeure cependant contenu. Le taux de provisionnement s'inscrit en baisse à 51,4 % au 31 décembre 2021 (55,7 % un an auparavant) malgré une hausse de 11,4 % des provisions totales. La détérioration de la **qualité du portefeuille** des établissements installés localement se poursuit donc, tout en restant maîtrisée en grande partie grâce aux mesures de soutien qui ont largement contribué à limiter les défaillances. L'arrêt des mesures de soutien en 2022 fera peser un risque de sinistralité accru si l'activité ne repart pas suffisamment vite.

En 2020, la progression de l'encours des établissements **hors zone d'émission** a été portée (+5,2 %) par l'octroi du prêt de l'AFD (28,6 Md XPF) à la Nouvelle-Calédonie dans le cadre du financement des mesures de soutien liées à la crise sanitaire. En 2021, il poursuit sa hausse mais à un rythme qui ralentit progressivement pour s'établir à +1,2 % à fin décembre 2021. En léger retrait depuis 2017, la part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission continue de se replier. Elle représente 31,9 % du total des engagements sains au 31 décembre 2021, contre 34,0 % au 31 décembre 2017.

La collecte des dépôts s'essouffle progressivement

L'encours des **actifs financiers** détenus par les agents économiques (résidents et non-résidents) dans les établissements de crédit installés localement s'établit à 854 Md XPF. Sa croissance demeure soutenue, mais ralentit par rapport à fin 2020, passant de 5,0 % à fin 2020, à 4,3 % à fin décembre 2021. Cette progression encore rapide s'explique dans une large mesure par le dynamisme des dépôts à vue des entreprises qui augmentent de 14,9 % sur un an (+31,4 Md XPF), contre +13,2 % à fin 2020, grâce aux mesures de soutien. Ces bons résultats de la collecte des entreprises sont également à attribuer à des transferts de fonds exceptionnels, de l'extérieur au titre d'un important projet d'investissement.

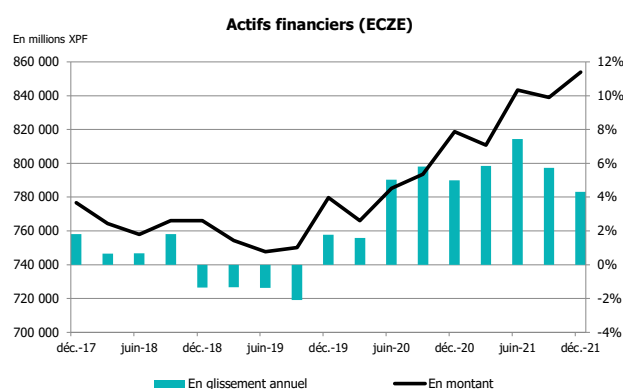
Dans le même temps, les actifs financiers des ménages enregistrent une moindre progression qu'un an auparavant (+10,7 Md XPF, après +15,8 Md XPF un an auparavant), en lien avec le ralentissement de l'encours des dépôts à vue (+6,6 Md XPF, après +12,6 Md XPF). Les ménages procèdent également à des arbitrages sur leurs dépôts rémunérés : en défaveur des comptes sur livrets (-3,9 Md XPF) et comptes à terme (-6,0 Md XPF) et en faveur des souscriptions de contrats d'assurance-vie (+13,7 Md XPF, après +6,6 Md XPF à fin 2020).

Cette dernière augmentation tire la croissance des **placements hors zone d'émission**⁴ (+15,5 Md XPF, après 2,1 Md XPF un an auparavant).

Les dépôts des **non-résidents** contribuent moins significativement (17 %) qu'au semestre précédent à la hausse globale de la collecte. Ils progressent de 6 milliards XPF (après +8,6 Md XPF à fin décembre 2020), portés principalement par la hausse de l'encours des comptes ordinaires créditeurs.

Le déficit emplois-ressources de la place bancaire se stabilise à un niveau élevé

Après avoir atteint un niveau record à 264 milliards XPF au 1^{er} trimestre 2021, le déficit **emplois-ressources clientèle** s'est stabilisé à 255 Md XPF sur les deux derniers trimestres de l'année. Cette stabilisation s'explique par une hausse des encours de crédits bruts (+22,8 Md XPF) équivalente à la collecte locale des dépôts sur la même période (+21,4 Md XPF). Les dépôts collectés couvrent 74 % des ressources locales des établissements calédoniens, soit une part en léger retrait sur un an (77 % à décembre 2020).

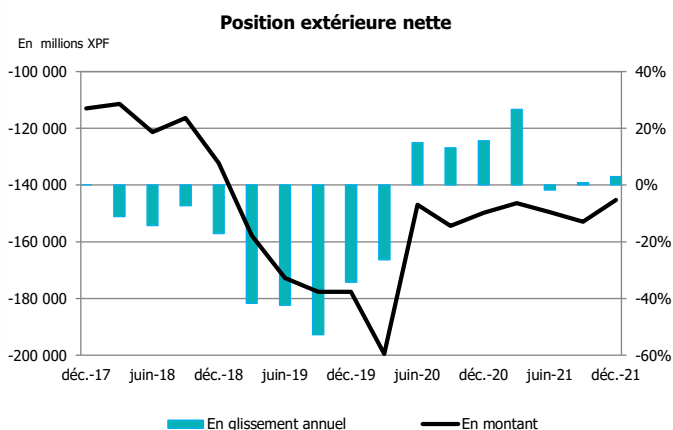


³ Cf. Note sur « Le cout du crédit aux particuliers au 4^e trimestre 2021 ».

⁴ Parallèlement aux dépôts conservés sur des supports locaux, le système bancaire calédonien collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables dans le cadre de son activité de financement, et gérés hors de la zone d'émission (HZE). L'encours des placements d'assurance-vie représente 86 % des placements HZE.

Afin de financer leur déficit emplois-ressources, les banques ont recours principalement à des emprunts interbancaires auprès des maisons-mères, au refinancement auprès de l'IEOM (cf. infra) et à la collecte de dépôts hors zone. Certaines banques peuvent avoir recours en complément à des ressources de marché, notamment des émissions de titres de créances négociables⁵. Ces dernières suivent une tendance à la baisse depuis début 2019 pour s'établir à 24,9 milliards XPF à fin décembre 2021, en recul de 7,6 milliards XPF sur un an.

La **position extérieure nette**⁶ s'établit à -145 milliards XPF au 31 décembre 2021, soit en léger recul par rapport à la même période l'année précédente (-150 Md XPF en décembre 2020). Ce solde, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, se creuse en rythme annuel (+3,0 %), du fait de la baisse des engagements hors zone d'émission (-8,1 Md XPF), plus forte que celle des avoirs des établissements de crédits hors zone d'émission (-3,6 Md XPF).

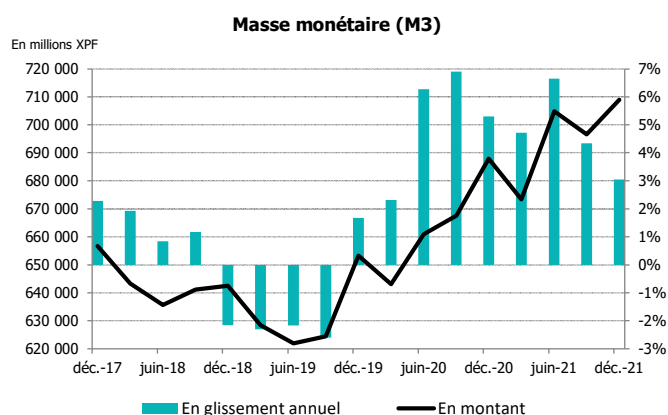


Une politique monétaire volontariste de soutien à l'économie

En réponse à la crise sanitaire et dans le cadre de la modernisation de sa politique monétaire, l'IEOM a mis en place des mesures fortes d'accompagnement du système bancaire. Depuis le début de l'année 2020, plusieurs lignes de crédit⁷ sont venues soutenir la liquidité bancaire pour un montant total de refinancement de 175 milliards XPF en décembre 2021 pour la zone monétaire Pacifique (dont 68 % en Nouvelle-Calédonie). Ces nouveaux instruments marquent un changement de dimension par rapport à la politique traditionnelle menée jusqu'alors, centrée sur le réescompte⁸ pour une quinzaine de milliards XPF. En 2021, 3 lignes de refinancement "LR36" (maturité de 36 mois) ont été créées (taux 0). Les établissements de Nouvelle-Calédonie ont perçu 57 Md XPF des 75 Md XPF alloués par l'IEOM sur l'année 2021 (76 %). L'encours total de la place calédonienne s'établit à 120 Md XPF à fin 2021.

La croissance de la masse monétaire ralentie progressivement

Sur les deux dernières années, les mesures de soutien et notamment le renforcement de la politique monétaire ont stimulé la croissance de la **masse monétaire (M3)** particulièrement de juin 2020 (+6,3 %) à juin 2021 (+6,7 %). Son rythme ralentit progressivement sur la deuxième moitié de l'année pour s'établir à +3,0 % à fin décembre 2021. Ce ralentissement s'explique par celui des dépôts à vue (+9,8 %, après +12,4 % à fin décembre 2021) qui représentent plus de la moitié de la masse monétaire, mais surtout par le recul des dépôts à terme (-14,8 Md XPF) inscrits dans une tendance baissière depuis plusieurs années.



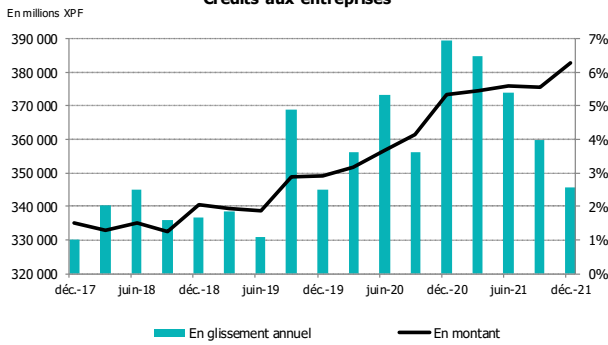
⁵ Formules de placements à échéance fixe, d'une durée comprise entre 1 jour et 7 ans. Le montant unitaire minimum d'un placement étant relativement élevé, les TCN sont rarement souscrits par des particuliers, mais plutôt par les grands investisseurs et les organismes de placement collectif (OPCVM). Entrent dans la catégorie des TCN : - Les Certificats de Dépôts - Les Bons à Moyen Terme Négociables - Les Billets de Trésorerie - Les Bons des Institutions Financières Spécialisées.

⁶ Le solde entre les avoirs des établissements de crédit et leurs engagements hors de la zone d'émission.

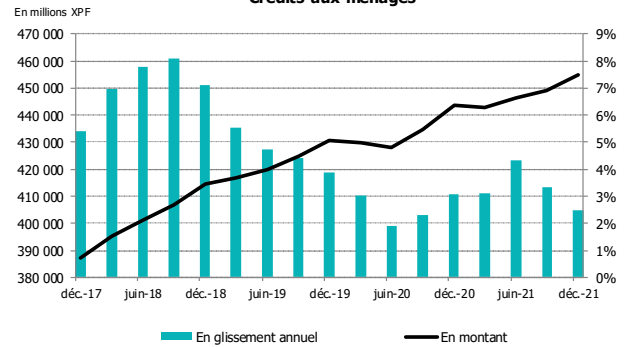
⁷ Ces refinancements de banque centrale représentent désormais autour de 11 % du total du bilan des banques FBF (à décembre 2021). Ce sont des ressources plus longues, qui apportent par conséquent une certaine stabilité dans leur refinancement.

⁸ Dispositif qui permet à un établissement de crédit d'obtenir des liquidités auprès de l'IEOM pour une durée supérieure à la journée en contrepartie d'une cession temporaire de créances admissibles au réescompte

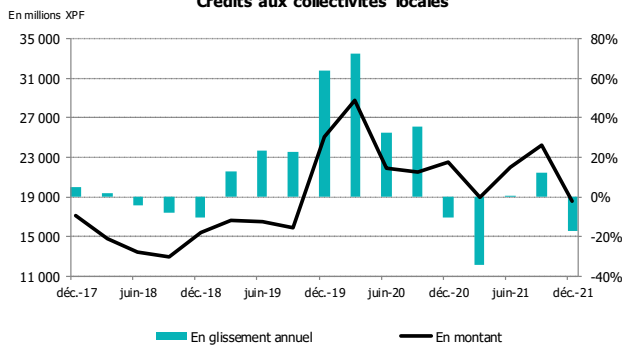
Crédits aux entreprises



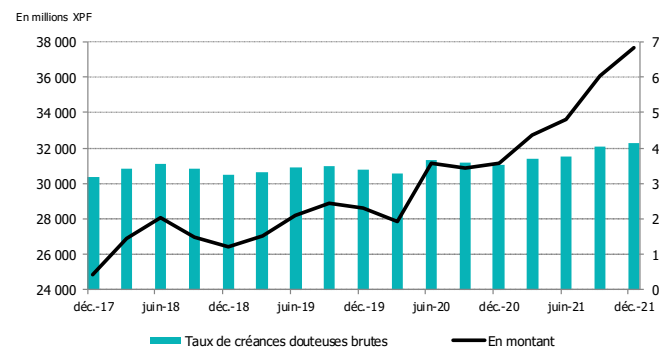
Crédits aux ménages



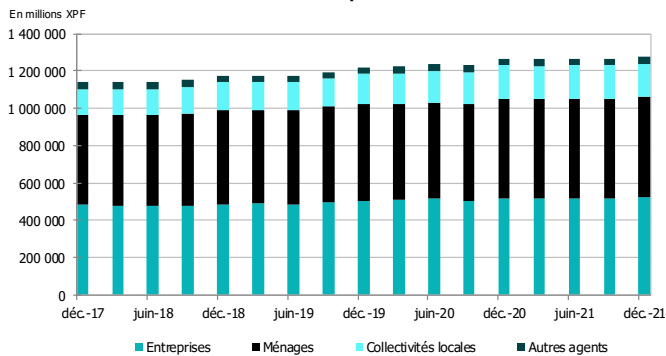
Crédits aux collectivités locales



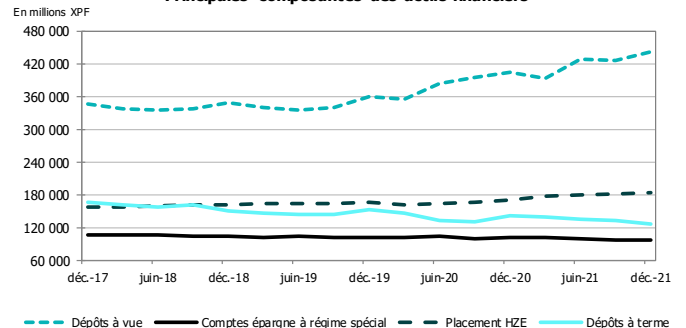
Créances douteuses brutes (ECZE)



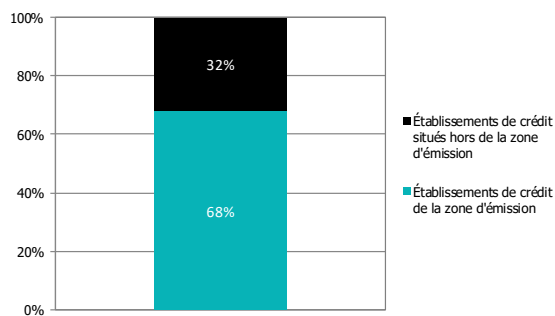
Crédits sains accordés par l'ensemble des EC



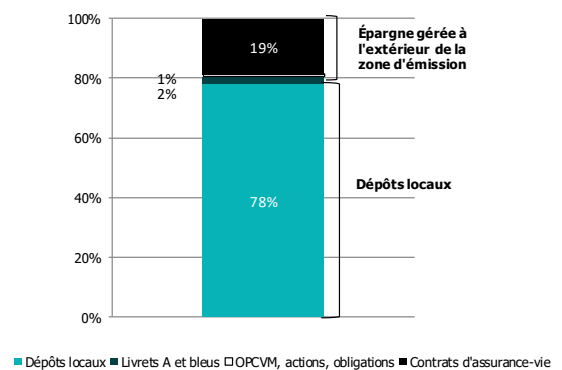
Principales composantes des actifs financiers



Répartition des concours bancaires sains



Répartition des dépôts



Tableaux statistiques

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

En millions de XPF	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	déc.-20	mars-21	juin-21	sept.-21	déc.-21	Variations	
										1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	20 843	22 148	23 498	23 778	25 411	24 314	26 236	24 900	25 687	-2,1%	1,1%
<i>Billets</i>	<i>18 654</i>	<i>19 934</i>	<i>21 240</i>	<i>21 469</i>	<i>23 032</i>	<i>21 949</i>	<i>23 857</i>	<i>22 654</i>	<i>23 589</i>	-1,1%	2,4%
<i>Pièces</i>	<i>2 189</i>	<i>2 214</i>	<i>2 258</i>	<i>2 309</i>	<i>2 379</i>	<i>2 365</i>	<i>2 379</i>	<i>2 246</i>	<i>2 098</i>	-11,8%	-11,8%
Dépôts à vue	319 592	344 898	347 545	358 633	402 997	392 130	428 929	424 883	442 325	3,1%	9,8%
TOTAL M1	340 435	367 046	371 044	382 411	428 407	416 444	455 165	449 782	468 011	2,8%	9,2%
M2-M1	122 072	122 968	119 826	117 920	117 075	116 580	114 962	113 523	113 229	-1,5%	-3,3%
Comptes sur livrets	121 611	122 517	119 377	117 454	116 511	116 001	114 367	112 918	112 619	-1,5%	-3,3%
Comptes épargne logement	461	451	449	466	564	579	595	605	610	2,5%	8,2%
TOTAL M2	462 507	490 014	490 870	500 331	545 482	533 025	570 127	563 306	581 240	1,9%	6,6%
M3-M2	179 477	166 647	151 620	152 924	142 432	140 320	134 750	133 262	127 651	-5,3%	-10,4%
Dépôts à terme	179 477	166 647	151 620	152 924	142 432	140 320	134 750	133 262	127 651	-5,3%	-10,4%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
TOTAL M3	641 985	656 660	642 490	653 255	687 914	673 344	704 877	696 568	708 891	0,6%	3,0%
	4 856										
P1	4 582	4 915	4 729	4 538	4 487	4 457	4 472	4 310	4 332	-3,1%	-3,5%
Plans d'épargne logement	274	4 627	4 441	4 275	4 210	4 190	4 181	4 051	4 080	-2,4%	-3,1%
Autres comptes d'épargne à régime spécial	646 840	287	287	263	277	267	291	259	252	-13,5%	-9,1%
M3+P1	0 661 575	647 219	657 792	692 401	677 801	677 801	709 350	700 878	713 223	0,5%	3,0%

Contreparties de la masse monétaire

En millions de XPF	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	déc.-20	mars-21	juin-21	sept.-21	déc.-21	Variations	
										1 sem	1 an
Avoirs hors zone d'émission	194 801	169 634	169 621	161 388	120 473	103 087	112 738	115 646	113 825	1,0%	-5,5%
Institut d'émission	90 999	77 182	64 163	71 196	58 361	40 231	50 761	56 947	55 272	8,9%	-5,3%
Établissements de crédit	103 802	92 453	105 458	90 192	62 112	62 857	61 977	58 699	58 553	-5,5%	-5,7%
Créances du Trésor public	24 261	24 867	25 467	25 214	25 543	25 237	25 007	24 526	24 606	-1,6%	-3,7%
Concours sur ressources monétaires	422 923	462 159	447 402	466 653	541 898	545 020	567 132	556 396	570 460	0,6%	5,3%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	755 430	779 232	808 642	844 665	883 938	881 441	890 966	896 754	906 741	1,8%	2,6%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	332 507	317 073	361 241	378 012	342 039	336 421	323 834	340 359	336 281	3,8%	-1,7%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>77 337</i>	<i>74 947</i>	<i>79 830</i>	<i>73 485</i>	<i>76 225</i>	<i>76 205</i>	<i>80 020</i>	<i>79 478</i>	<i>79 543</i>	-0,6%	4,4%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>14 773</i>	<i>15 254</i>	<i>15 661</i>	<i>15 591</i>	<i>17 349</i>	<i>17 946</i>	<i>18 754</i>	<i>18 705</i>	<i>19 332</i>	3,1%	11,4%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>216 818</i>	<i>205 401</i>	<i>237 684</i>	<i>267 786</i>	<i>211 820</i>	<i>209 198</i>	<i>211 511</i>	<i>211 659</i>	<i>203 761</i>	-3,7%	-3,8%
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>4 856</i>	<i>4 915</i>	<i>4 729</i>	<i>4 538</i>	<i>4 487</i>	<i>4 457</i>	<i>4 472</i>	<i>4 310</i>	<i>4 332</i>	-3,1%	-3,5%
<i>Divers</i>	<i>18 724</i>	<i>16 556</i>	<i>23 336</i>	<i>16 613</i>	<i>32 159</i>	<i>28 616</i>	<i>9 076</i>	<i>26 207</i>	<i>29 312</i>	223,0%	-8,9%
Total M3	641 985	656 660	642 490	653 255	687 914	673 344	704 877	696 568	708 891	0,6%	3,0%
Position extérieure nette	-113 016	-112 949	-132 225	-177 594	-149 708	-146 341	-149 534	-152 960	-145 208	2,9%	3,0%

Équilibre emplois - ressources

En millions de XPF	déc.-17	déc.-18	déc.-19	déc.-20	mars-21	juin-21	sept.-21	déc.-21	Variations	
									1 sem	1 an
Emplois	829 036	833 645	897 517	964 641	962 416	999 818	1 005 436	1 027 452	2,8%	6,5%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts (1)	779 232	808 642	844 665	883 938	881 441	890 966	896 754	906 741	1,8%	2,6%
Réserves obligatoires et libres	49 804	25 003	52 852	80 703	80 975	108 852	108 682	120 711	10,9%	49,6%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	829 036	833 645	897 517	964 641	962 416	999 818	1 005 436	1 027 452	2,8%	6,5%
Dépôts collectés (- encaisses) (2)	602 925	586 707	597 464	629 930	617 430	647 415	641 297	651 376	0,6%	3,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	90 201	95 492	89 076	93 573	94 151	98 774	98 183	98 875	0,1%	5,7%
Excédent des opérations diverses des EC	13 237	8 832	20 721	42 862	49 267	48 888	56 108	65 342	33,7%	52,4%
Financements IEOM (dont réescompte et LR)	9 725	10 389	12 662	48 568	55 227	55 207	56 889	66 650	20,7%	37,2%
Position extérieure nette des EC (si négative)	112 949	132 225	177 594	149 708	146 341	149 534	152 960	145 208	-2,9%	-3,0%
Solde Emplois-Ressources Clientèle (=1-2)*	176 307	221 935	247 201	254 008	264 011	243 551	255 458	255 364	4,9%	0,5%

* Solde positif = déficit ; Solde négatif = excédent

6 807

Ressources bancaires mobilisables (hors interbancaire)

En millions de XPF	déc.-17	déc.-18	déc.-19	déc.-20	mars-21	juin-21	sept.-21	déc.-21	Variations	
									1 sem	1 an
Total ressources	644 476	644 114	685 269	679 465	671 845	700 432	688 320	691 905	-1,2%	1,8%
Dépôts locaux (hors non-résidents)	595 544	583 076	584 914	609 652	596 865	622 070	615 686	625 148	0,5%	2,5%
Dépôts non résidents FBF	23 099	20 105	28 750	37 380	37 158	41 899	41 436	41 899	0,0%	12,1%
Titres de créances négociables	25 833	40 934	71 605	32 432	37 822	36 463	31 198	24 857	-31,8%	-23,4%

Les placements

En millions de XPF	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20	mars-21	juin-21	sept-21	déc-21	Variations	
									1 sem	1 an
Sociétés non financières	234 546	226 115	241 681	260 979	250 366	281 371	279 924	291 316	3,5%	11,6%
Dépôts à vue	175 043	172 524	186 112	210 762	200 430	227 239	227 927	242 133	6,6%	14,9%
Placements liquides ou à court terme	58 765	52 924	54 940	50 169	49 887	54 081	51 946	49 131	-9,2%	-2,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	111	131	173	221	354	208	251	210	1,2%	-4,8%
Placements indexés sur les taux de marché	58 654	52 794	54 766	49 948	49 533	53 873	51 695	48 921	-9,2%	-2,1%
<i>dont comptes à terme</i>	58 119	52 644	54 707	49 922	49 507	53 847	51 670	48 895	-9,2%	-2,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	535	150	59	26	26	26	26	26	-0,5%	-2,7%
Épargne à long terme	738	666	629	48	49	50	50	52	2,6%	8,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	729	658	620	39	40	41	41	43	3,2%	9,8%
Ménages	424 793	425 176	430 132	445 965	448 711	453 218	452 540	456 663	0,8%	2,4%
Dépôts à vue	135 205	136 660	140 408	153 025	152 875	156 942	157 523	159 652	1,7%	4,3%
Placements liquides ou à court terme	150 719	144 218	141 808	138 405	136 059	133 615	129 731	128 474	-3,8%	-7,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	118 157	115 105	113 412	112 319	111 363	110 116	108 041	108 390	-1,6%	-3,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	96 845	94 073	92 600	91 801	91 369	90 417	88 631	88 862	-1,7%	-3,2%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	451	449	466	564	579	595	605	610	2,5%	8,2%
Placements indexés sur les taux de marché	32 562	29 112	28 396	26 085	24 695	23 499	21 691	20 084	-14,5%	-23,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	32 339	28 934	28 341	25 986	24 633	23 437	21 633	20 018	-14,6%	-23,0%
<i>dont bons de caisse</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
<i>dont OPCVM monétaires</i>	223	178	55	100	62	62	58	66	5,6%	-34,3%
Épargne à long terme	138 869	144 298	147 916	154 535	159 778	162 661	165 286	168 537	3,6%	9,1%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	4 627	4 439	4 274	4 203	4 183	4 170	4 045	4 073	-2,3%	-3,1%
<i>dont portefeuilles-titres</i>	3 575	2 988	2 759	2 497	2 852	2 931	2 904	2 967	1,2%	18,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	1 602	1 270	818	1 172	1 195	1 196	1 170	1 144	-4,4%	-2,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	128 778	135 314	139 803	146 386	151 281	154 073	156 908	160 100	3,9%	9,4%
Autres agents	117 271	114 797	107 911	111 719	111 747	108 794	106 531	106 015	-2,6%	-5,1%
Dépôts à vue	34 650	38 361	32 113	39 209	38 825	44 748	39 433	40 539	-9,4%	3,4%
Placements liquides ou à court terme	80 960	74 703	74 275	71 108	71 092	62 153	65 242	63 440	2,1%	-10,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	4 697	4 587	4 331	4 532	4 861	4 636	5 230	4 627	-0,2%	2,1%
Placements indexés sur les taux de marché	76 263	70 116	69 944	66 576	66 231	57 518	60 012	58 813	2,3%	-11,7%
<i>dont comptes à terme</i>	76 189	70 042	69 876	66 524	66 180	57 466	59 960	58 737	2,2%	-11,7%
<i>dont obligations</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Épargne à long terme	1 661	1 733	1 523	1 401	1 830	1 893	1 857	2 036	7,6%	45,3%
Total actifs financiers	776 610	766 088	779 725	818 664	810 825	843 383	838 995	853 994	1,3%	4,3%
Dépôts à vue	344 898	347 545	358 633	402 997	392 130	428 929	424 883	442 325	3,1%	9,8%
Placements liquides ou à court terme	290 444	271 845	271 023	259 682	257 038	249 850	246 919	241 045	-3,5%	-7,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	122 965	119 823	117 917	117 073	116 578	114 960	113 522	113 227	-1,5%	-3,3%
Placements indexés sur les taux de marché	167 478	152 022	153 106	142 610	140 460	134 890	133 398	127 818	-5,2%	-10,4%
Épargne à long terme	141 269	146 697	150 069	155 984	161 657	164 604	167 193	170 624	3,7%	9,4%

	En millions de XPF								Variations	
	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20	mars-21	juin-21	sept-21	déc-21	1 sem	1 an
Dépôts locaux	618 643	603 180	613 663	647 032	634 023	663 969	657 121	668 614	0,7%	3,3%
Dépôts à vue	344 898	347 545	358 633	402 997	392 130	428 929	424 883	442 325	3,1%	9,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	107 099	104 015	102 106	101 604	101 574	100 290	98 977	98 638	-1,6%	-2,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	101 221	98 341	96 609	96 054	96 038	94 727	93 575	93 207	-1,6%	-3,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	451	449	466	564	579	595	605	610	2,5%	8,2%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	4 627	4 441	4 275	4 210	4 190	4 181	4 051	4 080	-2,4%	-3,1%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	287	287	263	277	267	291	259	252	-13,5%	-9,1%
Placements indexés sur les taux de marché	166 647	151 620	152 924	142 432	140 320	134 750	133 262	127 651	-5,3%	-10,4%
<i>Dépôts à terme</i>	166 647	151 620	152 924	142 432	140 320	134 750	133 262	127 651	-5,3%	-10,4%
<i>Bons de caisse</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
<i>Obligations</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
Épargne hors zone d'émission	157 967	162 907	166 061	171 631	176 802	179 414	181 873	185 380	3,3%	8,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	20 781	20 537	20 348	19 956	19 461	19 142	18 855	18 921	-1,2%	-5,2%
<i>dont actions</i>	3 051	2 419	2 599	2 440	2 775	2 835	2 908	3 006	6,0%	23,2%
<i>dont obligations</i>	951	1 157	553	568	583	601	479	431	-28,3%	-24,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	832	402	182	178	140	140	135	167	19,7%	-6,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	3 575	3 078	2 576	2 103	2 561	2 623	2 588	2 755	5,1%	31,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	128 778	135 314	139 803	146 386	151 281	154 073	156 908	160 100	3,9%	9,4%
Total actifs financiers	776 610	766 088	779 725	818 664	810 825	843 383	838 995	853 994	1,3%	4,3%
<i>dont dépôts de non résidents</i>	23 099	20 105	28 750	37 380	37 158	41 899	41 436	43 466	3,7%	16,3%

Les concours des établissements locaux

En millions de XPF	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20	mars-21	juin-21	sept-21	déc-21	Variations	
									1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	78 406	81 028	86 224	101 460	100 567	102 350	100 998	104 491	2,1%	3,0%
<i>Créances commerciales</i>	2 880	2 186	2 125	1 228	1 405	1 333	1 455	1 598	19,9%	30,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	53 411	57 653	60 941	80 345	78 662	79 811	78 023	84 639	6,0%	5,3%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 678	1 750	1 882	2 647	2 553	2 744	2 760	2 745	0,0%	3,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	22 115	21 189	23 158	19 887	20 499	21 206	21 520	18 253	-13,9%	-8,2%
Crédits d'investissement	185 105	186 247	190 708	197 815	197 135	196 987	197 971	200 261	1,7%	1,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	176 204	177 280	181 384	188 722	188 470	188 296	189 047	190 974	1,4%	1,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 841	4 927	4 783	4 782	4 745	4 706	4 751	5 679	20,7%	18,8%
<i>Crédit-bail</i>	8 901	8 967	9 324	9 093	8 665	8 691	8 924	9 287	6,9%	2,1%
Crédits à l'habitat	60 608	63 166	63 318	63 551	64 531	65 279	65 560	66 074	1,2%	4,0%
Autres crédits	10 873	10 084	8 793	10 462	12 042	11 269	11 113	12 073	7,1%	15,4%
Encours sain	334 992	340 525	349 044	373 288	374 274	375 885	375 641	382 899	1,9%	2,6%
Ménages										
Crédits à la consommation	62 553	64 261	63 714	65 386	62 358	63 106	63 246	64 439	2,1%	-1,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	48 680	49 820	50 426	52 666	50 061	50 627	51 055	52 018	2,7%	-1,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 949	4 165	3 613	3 355	3 270	3 517	3 296	3 699	5,2%	10,2%
<i>Crédit-bail</i>	9 924	10 275	9 675	9 365	9 027	8 962	8 895	8 722	-2,7%	-6,9%
Crédits à l'habitat	320 512	346 681	363 552	375 128	377 312	380 236	382 717	387 400	1,9%	3,3%
Autres crédits	4 006	3 567	3 340	3 337	3 186	3 044	3 068	2 970	-2,4%	-11,0%
Encours sain	387 070	414 509	430 606	443 852	442 855	446 386	449 031	454 809	1,9%	2,5%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	4 572	4 377	12 496	8 298	5 081	8 689	11 191	5 473	-37,0%	-34,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	3 846	3 639	11 432	7 075	3 600	7 487	10 085	4 264	-43,1%	-39,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	726	738	1 064	1 223	1 481	1 202	1 106	1 210	0,6%	-1,1%
Crédits d'investissement	12 549	10 960	12 523	14 236	13 843	13 338	13 009	13 151	-1,4%	-7,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	11 906	10 452	12 170	13 857	13 474	13 013	12 691	12 838	-1,3%	-7,4%
Autres crédits	0	0	100	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
Encours sain	17 121	15 337	25 119	22 534	18 924	22 027	24 199	18 624	-15,4%	-17,4%
Autres agents										
Encours sain	15 188	11 870	11 266	13 100	12 689	13 051	11 801	12 771	-2,1%	-2,5%
TOTAL										
Encours sain	754 371	782 241	816 035	852 773	848 742	857 348	860 673	869 102	1,4%	1,9%
Créances douteuses brutes	24 861	26 402	28 632	31 164	32 699	33 618	36 081	37 638	12,0%	20,8%
<i>Créances douteuses nettes</i>	9 607	10 740	13 041	13 816	14 753	14 864	17 376	18 307	23,2%	32,5%
<i>(dt) Entreprises</i>	5 345	6 889	8 238	9 220	9 642	9 766	10 399	10 999	12,6%	19,3%
<i>(dt) Ménages</i>	4 059	3 631	4 613	4 460	4 976	4 969	6 850	7 159	44,1%	60,5%
<i>Provisions</i>	15 254	15 661	15 591	17 349	17 946	18 754	18 705	19 332	3,1%	11,4%
Encours brut total	779 232	808 643	844 667	883 938	881 441	890 966	896 754	906 741	1,8%	2,6%
<i>Taux de créances douteuses</i>	3,19%	3,26%	3,39%	3,53%	3,71%	3,77%	4,02%	4,15%	0,38 pts	0,63 pts
<i>Taux de provisionnement</i>	61,4%	59,3%	54,5%	55,7%	54,9%	55,8%	51,8%	51,4%	-4,4 pts	-4,3 pt

Ensemble des établissements de crédit

En millions de XPF	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20	mars-21	juin-21	sept-21	déc-21	Variations	
									1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	78 481	81 090	86 603	101 664	100 760	102 557	101 223	104 733	2,1%	3,0%
<i>Créances commerciales</i>	2 880	2 186	2 125	1 228	1 405	1 346	1 455	1 598	18,7%	30,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	53 411	57 659	61 265	80 492	78 799	79 948	78 160	84 776	6,0%	5,3%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 678	1 750	1 882	2 647	2 553	2 744	2 760	2 745	0,0%	3,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	22 190	21 244	23 214	19 943	20 556	21 263	21 608	18 359	-13,7%	-7,9%
Crédits d'investissement	240 739	236 232	247 031	240 420	240 808	239 308	237 458	242 055	1,1%	0,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	231 408	226 900	237 295	230 924	231 693	229 989	227 996	232 229	1,0%	0,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 841	4 927	4 783	4 782	4 745	4 706	4 751	5 679	20,7%	18,8%
<i>Crédit-bail</i>	9 331	9 332	9 736	9 495	9 115	9 320	9 463	9 826	5,4%	3,5%
Crédits à l'habitat	154 157	159 478	161 829	162 330	163 919	163 167	164 426	164 105	0,6%	1,1%
Autres crédits	11 047	10 231	8 987	10 462	12 042	11 269	11 113	12 073	7,1%	15,4%
Encours sain	484 424	487 031	504 451	514 875	517 530	516 301	514 221	522 967	1,3%	1,6%
Ménages										
Crédits à la consommation	73 913	76 205	76 607	77 796	74 358	74 899	74 764	75 421	0,7%	-3,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	60 040	61 764	63 318	65 076	62 061	62 420	62 574	63 000	0,9%	-3,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 949	4 165	3 613	3 355	3 270	3 517	3 296	3 699	5,2%	10,2%
<i>Crédit-bail</i>	9 924	10 275	9 675	9 365	9 027	8 962	8 895	8 722	-2,7%	-6,9%
Crédits à l'habitat	401 593	421 278	436 097	450 809	451 646	453 497	454 870	458 203	1,0%	1,6%
Autres crédits	4 062	3 619	3 381	3 382	3 229	3 085	3 104	3 004	-2,6%	-11,2%
Encours sain	479 569	501 102	516 085	531 988	529 233	531 481	532 738	536 627	1,0%	0,9%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	4 572	4 377	12 496	8 298	5 081	8 689	11 191	5 473	-37,0%	-34,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	3 846	3 639	11 432	7 075	3 600	7 487	10 085	4 264	-43,1%	-39,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	726	738	1 064	1 223	1 481	1 202	1 106	1 210	0,6%	-1,1%
Crédits d'investissement	135 669	145 868	150 254	176 105	176 606	176 050	172 996	175 920	-0,1%	-0,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	135 026	145 360	149 901	175 726	176 236	175 725	172 678	175 607	-0,1%	-0,1%
<i>Crédit-bail</i>	643	508	353	379	369	325	318	313	-3,8%	-17,5%
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
Autres crédits	115	106	197	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
Encours sain	140 356	150 351	162 947	184 403	181 686	184 739	184 187	181 394	-1,8%	-1,6%
Autres agents										
Encours sain	39 046	35 429	34 787	35 058	34 842	34 502	32 547	34 502	0,0%	-1,6%
TOTAL										
Encours sain	1 143 396	1 173 912	1 218 270	1 266 324	1 263 291	1 267 022	1 263 692	1 275 490	0,7%	0,7%
<i>dont ECHZE</i>	389 024	391 671	402 235	413 551	414 549	409 674	403 019	406 388	-0,8%	-1,7%
Créances douteuses brutes	33 073	40 734	42 841	59 925	61 660	63 046	68 012	67 088	6,4%	12,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	14 462	19 368	21 093	36 497	37 648	37 785	42 656	41 174	9,0%	12,8%
<i>(dt) Entreprises</i>	8 930	14 154	15 083	30 805	31 219	31 212	34 001	31 954	2,4%	3,7%
<i>(dt) Ménages</i>	5 329	4 994	5 811	5 556	6 295	6 445	8 527	9 072	40,8%	63,3%
Provisions	18 611	21 365	21 748	23 428	24 011	25 262	25 357	25 914	2,6%	10,6%
Encours brut total	1 176 469	1 214 645	1 261 111	1 326 249	1 324 950	1 330 069	1 331 705	1 342 578	0,9%	1,2%
Taux de créances douteuses	2,81%	3,35%	3,40%	4,52%	4,65%	4,74%	5,11%	5,00%	0,3 pts	0,5 pts
Taux de provisionnement	56,3%	52,5%	50,8%	39,1%	38,9%	40,1%	37,3%	38,6%	-1,4 pts	-0,5 pt

METHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.

- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

- Le concept de position extérieure nette retenu dans les statistiques de l'IEOM représente la différence entre les avoirs et les engagements hors de la place bancaire des établissements de crédit locaux, soit essentiellement le solde (Actif-Passif) des opérations de trésorerie et interbancaires des EC d'une géographie en dehors de cette géographie (« hors du territoire ou département outre-mer » pour les contreparties résidentes, et toutes zones pour les contreparties non résidentes).